

Il y a presque dix ans les glorieux Corses sauvaient la République, à vous l'honneur amis alsaciens ! Par Pascal Olivier

écrit par Christine Tasin | 2 avril 2013



Le 6 juillet 2003 les Corses étaient appelés à se prononcer par référendum. Il s'agissait de sortir la Corse de la République en la transformant en une sorte de territoire d'outre mer. Des pouvoirs législatifs à l'Assemblée de Corse ainsi que la fusion des deux départements étaient au programme.

C'était l'aboutissement du processus dit de Matignon qui avait provoqué la troisième démission de Jean-Pierre Chevènement. Ce funeste projet avait été concocté dans le cabinet du Premier ministre Lionel Jospin. Entre une poignée de brigands indépendantistes qui rêvaient de mettre la Corse en coupe réglée et le cabinet du Premier ministre, il y avait dans le rôle de l'intercesseur un ennemi de la nation, un contre-révolutionnaire, le Vert Alain Lipietz. C'était l'époque de la

«gauche plurielle» qui se réduisait après le départ du Che en 2000 à une fausse gauche, à une droite réactionnaire en diable qui acceptait en 2000 à Lisbonne et en 2002 à Barcelone l'accélération du processus de privatisation des services publics de l'électricité et du gaz, de la poste et des transports.

Ce démantèlement de la République, donc de la France puisque la France s'incarne dans la République, la droite l'avait toujours rêvé, la «gauche» le faisait. Quelle aubaine pour la droite revenue aux affaires en 2002 ! Le successeur de Lionel Jospin, le «décentré» Jean-Pierre Raffarin s'était empressé de faire ajouter à l'article premier de la Constitution : «*Son organisation [celle de la France] est décentralisée*».

Sûrs par avance du résultat du référendum en Corse, Raffarin, Chirac et Sarkozy projetaient déjà d'étendre l'expérience à l'Alsace et à la Bretagne, pour commencer. C'était sans compter sur le miracle corse. Les très seuls Emile Zuccarelli député-maire de Bastia et Jean-Pierre Chevènement avaient gagné avec les Corses et pour la France contre tout l'establishment de gauche comme de droite, y compris le FN de Jean-Marie Le Pen qui à l'époque avait appelé à l'abstention.

Deux ans plus tard la France subissait une guerre de défédération contre-révolutionnaire. Ce soulèvement confessionnel de l'automne 2005 qui se solda par trois semaines de pogromes anti-républicains fut épargné à la Corse. Je me souviens que des boucheries halal de l'île furent attaquées. Était-ce uniquement pour stopper net les premières tentatives de razzia en Corse ou également par solidarité avec le continent martyrisé, je ne sais. Identité et République ne sont pas aussi antinomiques que l'on veut bien le dire.

Les ennemis de la nation et de la République sont à nouveau à

l'œuvre. François Hollande a pour projet de faire de Strasbourg une «eurométropole» avec des compétences piquées aux départements, à la région et, cerise sur le gâteau, à l'Etat ! Les conseillers généraux des deux départements alsaciens et les conseillers régionaux (le tout à forte majorité UMP) ont quant à eux adopté un projet de fusion de l'ensemble des trois entités en Assemblée territoriale unique et ils ont arrêté la date du référendum au 7 avril prochain. Bien que ce soit un projet né sous Sarkozy et porté par la droite alsacienne (ainsi que par les Verts toujours partants pour un mauvais coup contre la nation), les tenants du projet affirment s'inscrire dans «l'acte 3 de la décentralisation», promesse du candidat Hollande avec la ratification de la Charte des langues régionales et minoritaires.

Heureusement que dans sa grande sagesse notre peuple a fait ce qu'il fallait pour virer Sarkozy sans donner à la prétendue gauche la majorité des 3/5e qui lui aurait permis de commettre des dommages irréversibles. Le dernier projet de réforme constitutionnelle atteste que le droit de vote et d'éligibilité des étrangers ainsi que la ratification de la Charte des langues régionales et minoritaires sont pour le moment remisés.

Le Front National appelle comme nous à ce que l'Alsace demeure française. La conversion républicaine du FN est aujourd'hui patente. Pendant qu'on s'abaissait à manifester sur l'avenue de la Grande-Armée avec des voilées, Marine Le Pen, en femme d'Etat responsable et prévoyante, s'efforçait en Nouvelle Calédonie à propos du référendum d'autodétermination de rassembler les républicains de tout bord opposés à l'indépendance de l'île.

Amis Alsaciens, vous avez comme l'ensemble des Français tout à perdre à ce que l'Alsace devienne un land. Le peuple de France attend de vous un non salvateur !

Salut et fraternité,

Pascal Olivier, co-fondateur de Résistance républicaine et
membre du Directoire

<http://blog.pascalolivier.fr/>